

un grand nombre de partisans pour l'aider à réaliser ses objectifs, tout ce que je puis dire, c'est que ses membres sont desservis par les dirigeants qu'ils ont nommés.

Je compte que le ministre tiendra compte des besoins existants. Je sais qu'il a de la difficulté, lui aussi, à élaborer et à présenter un budget. Il assume de lourdes responsabilités financières, à notre époque. Je sais que le rajustement des pensions des fonctionnaires retraités est attendu depuis longtemps.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Puis-je poser une question au député? A propos de l'Association nationale des fonctionnaires fédéraux retraités, voulait-il parler de son activité dans le pays ou bien dans sa circonscription?

M. Francis: Monsieur le président, après les élections, j'ai communiqué avec le président national de l'Association et je lui ai signalé la chose. Il ne m'a pas fait savoir qu'il considèrerait ce qui s'est passé comme une initiative purement locale. Comme il ne s'est pas dissocié des événements, je dois en conclure qu'ils sont la conséquence de la politique de l'association nationale.

[Français]

M. Caouette: Monsieur le président, nous avons entendu le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) répéter pour la millième fois, sinon pour la millionième fois, combien il est important d'accorder une augmentation de pension aux employés civils retraités et nous abondons dans ce sens.

Cependant, ils ne sont pas les seuls à avoir besoin d'un revenu accru qui leur permettrait de mieux honorer leurs obligations. Je comprends que le ministère des Finances étudie la situation des employés civils à la retraite, mais je suis d'avis qu'il devrait aussi étudier celle de l'ensemble de la population canadienne.

Les chômeurs canadiens, par exemple, qui ne reçoivent que des prestations d'assurance-chômage, sont dans une situation pire que celle des anciens employés de la Fonction publique et, pourtant, on ne pense pas tellement à eux. Quant à ceux qui vivent d'allocations de bien-être social, ils sont dans la même situation, et ils sont nombreux. Alors, la formule préconisée par le député de Winnipeg-Nord-Centre ou par d'autres qui pensent comme lui n'apportera pas de solution au problème.

Je voyais tantôt le ministre des Finances (M. Benson) se promener derrière les rideaux, les mains dans les poches. J'aime mieux le voir là, les mains dans les poches, que de le voir à l'extérieur, les mains dans les poches des citoyens canadiens.

[M. Francis.]

Monsieur le président, l'ancien ministre des Finances (M. Sharp) disait, le 25 février 1967, lorsqu'il prenait la parole à l'*University College Alumnae Association* du *University College of Toronto*, et je cite:

... le deuxième point que je voudrais signaler en passant. Je pense que nous entrevoyons maintenant le commencement d'une redistribution internationale de la richesse...

C'est le prédécesseur du ministre actuel des Finances qui parle ainsi.

... redistribution internationale de la richesse...

On parle de redistribution internationale de la richesse! On ne vient même pas à bout de pratiquer la redistribution des richesses nationales parmi le public canadien et on pense déjà à faire une redistribution internationale. Nous sommes à la veille de parler de redistribution interplanétaire. Un bon jour, monsieur le président, le ministre des Finances sera sans doute en route vers la lune pour trouver des débouchés aux richesses canadiennes.

Je continue à citer:

... et la sorte de formules de péréquation que nous appliquons aux provinces dans notre pays pourrait bien finir par être appliquée sur une échelle plus globale.

Ce qui est plus important, disposant de revenus très élevés, les peuples des pays riches acceptent plus facilement de redistribuer leurs richesses afin d'assister les autres...

Cela serait vrai si nous disposions de revenus très élevés, mais il est prouvé qu'ils n'atteignent même pas 10 p. 100 de notre population, ce qui veut dire que près de 90 p. 100 de la population canadienne a un revenu insuffisant, en dépit de la forte production nationale du Canada.

L'ancien ministre des Finances nous annonçait également que d'ici quelques années—si l'on peut prévoir, 33 ans d'avance, comme le disait récemment l'actuel ministre des Finances—il faudrait procéder à la redistribution internationale.

Je continue à citer les paroles de l'ancien ministre des Finances:

Ce qui est plus important, disposant de revenus très élevés...

Mais commençons donc par avoir ces revenus très élevés, que nous ne pouvons atteindre! Dans les cadres du système présent, nous enlevons à ceux qui possèdent pour donner à ceux qui ne possèdent pas, ce qui appauvrit à peu près tout le monde. Si on enlève \$1,000 ou \$2,000 à quelqu'un pour les redistribuer à la multitude qui n'a à peu près rien, on n'augmente pas le pouvoir d'achat des gens, car c'est la même somme d'argent qui demeure.